

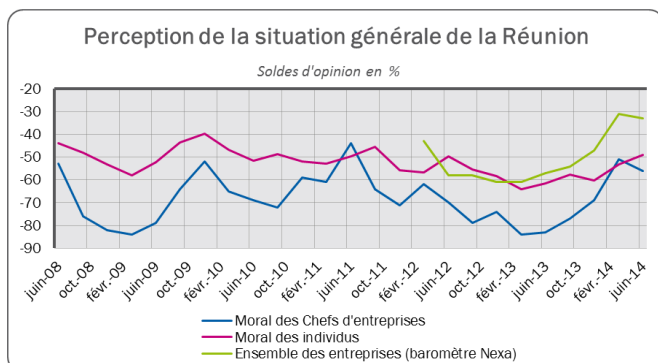
## Amélioration économique sur fond de vulnérabilité

Dans ses récentes publications mensuelles « Les Chroniques de l'eau », l'Office de l'Eau Réunion note un état quantitatif des cours d'eau et des nappes souterraines largement déficitaire. Les maigres pluies qui ont pu atténuer les déficits ci et là n'ont pas suffi à alimenter correctement les ressources hydriques et nappes phréatiques nécessaires aux activités agricoles et à la consommation des populations.

Cette analyse pourrait être transposée à la situation économique et sociale de La Réunion au second trimestre tant les analogies sont frappantes. Malgré des améliorations sensibles et éparées des indicateurs économiques et de la perception générale des acteurs, l'économie réunionnaise évolue dans des conditions encore fragiles.

Le second trimestre a ainsi profité d'une reprise de la consommation des ménages, portée par des prix contenus et une hausse du pouvoir d'achat des salariés hors impact fiscal. Les entreprises ont également favorisé les investissements, plutôt orientés vers l'immobilier mais également en équipements matériels, et ont maintenu un bon volume d'embauche.

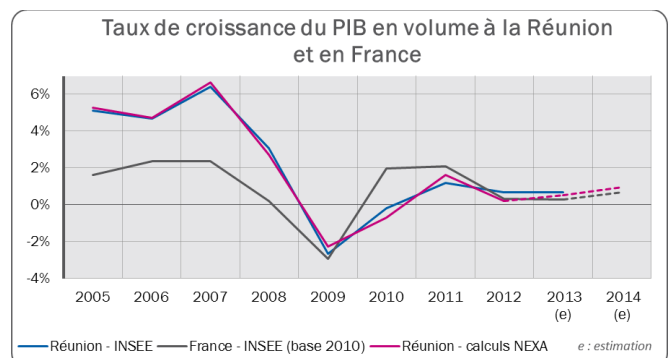
L'intégration de ces nouveaux éléments positifs dans nos calculs de prévision nous permet de réévaluer la perspective de croissance du produit intérieur brut (PIB) réunionnais en 2014 à 0,9% en volume, soit 2,3% en valeur.



Source : IPSOS, Nexa

Malgré tout, la progression continue du chômage et la faiblesse des capacités financières des entreprises apparaissent comme autant de signaux négatifs qui peuvent fragiliser la reprise.

Cette seconde période a confirmé le sursaut économique enregistré au premier trimestre. Mais la vigilance doit être maintenue et les efforts nécessitent d'être multipliés pour assurer la pérennité de cette tendance de l'économie réunionnaise.



Source : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE - IEDOM - AFD) et de modélisations économétriques reposant sur plusieurs indicateurs économiques (avec déflateur IPC en 2013 et 2014).

### Sommaire :

- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle et empirique
- Les événements marquants récents
- L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
- Les perspectives à court et moyen terme

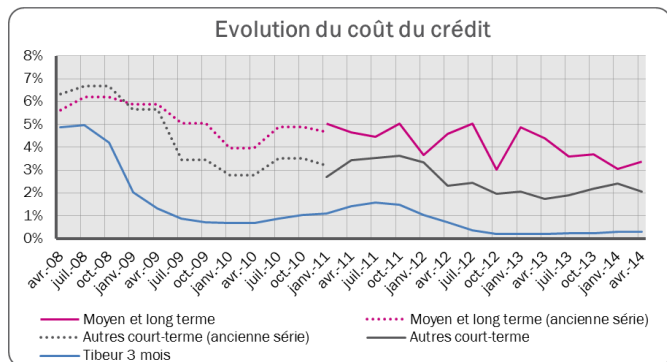
### Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY  
Rédaction : Frédéric LORION  
Graphiques : Rekha GRIMOIRE  
Conception et édition : Nexa  
Contact : [observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

## ◆ Les investissements confirmés

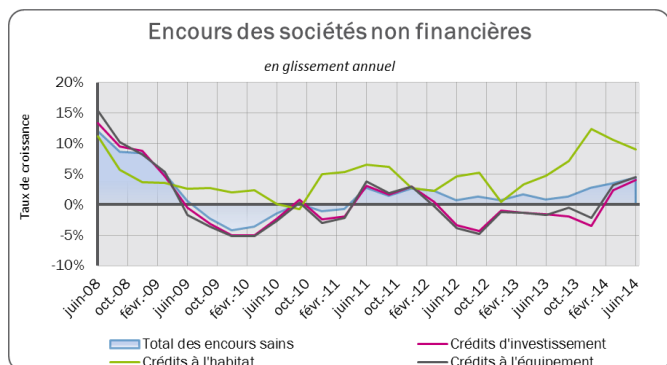
Au niveau européen, la Banque Centrale Européenne (BCE) a pris des mesures drastiques pour favoriser le financement de l'économie réelle. Le principal taux directeur a été abaissé à 0,15% en juin, pour faciliter l'accès des banques en quête de refinancement. Et de nouveaux taux de dépôts négatifs devraient les inciter à davantage mobiliser leur trésorerie inutilisée.

Localement, les conditions de crédits sont toujours aussi avantageuses malgré une légère remontée des taux à moyen et long terme en avril.



Source : Banque de France, IEDOM

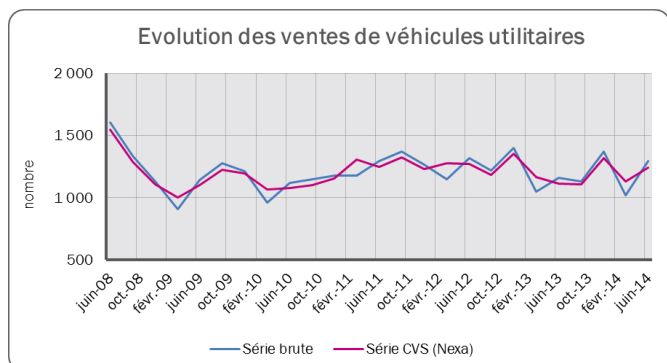
Le volume global des investissements des entreprises réunionnaises a été conforté au second trimestre. Avec des encours majoritairement orientés vers les opérations immobilières, principalement le logement social, les entreprises privilégient la sécurité financière.



Source : IEDOM

Paradoxalement, elles semblent également disposées à dissiper leur méfiance, dans un climat fiscal pourtant instable et un manque de visibilité sur l'avenir, et à engager la modernisation de leurs outils de production.

Les arbitrages en faveur des crédits d'équipement s'accroissent et sont confirmés par l'augmentation des importations de biens d'équipement professionnels.

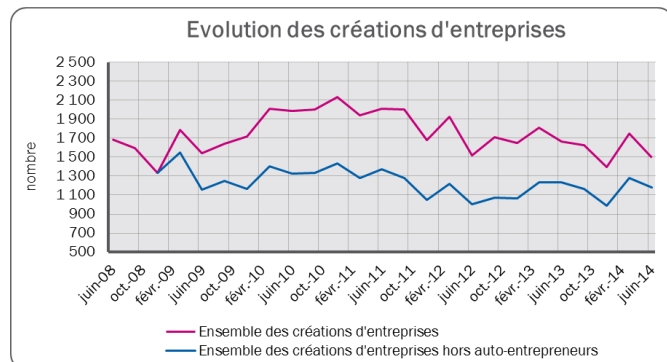


Source : SICR - Fichier central des automobiles

Au cours de cette seconde période, les entreprises ont davantage investi dans le remplacement de leur flotte de véhicules utilitaires (10% de plus qu'au trimestre précédent). Depuis 3 ans, la tendance évolue peu avec un rythme moyen de 410 véhicules par mois.

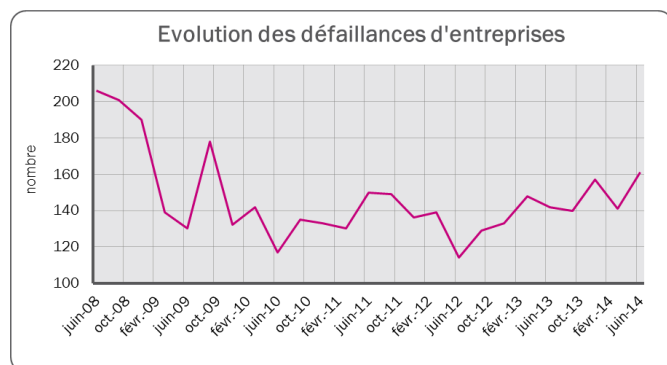
## ◆ L'entrepreneuriat trébuché

Après la bonne performance générale du premier trimestre, les créations d'entreprises fléchissent à nouveau. Outre l'industrie qui progresse légèrement, les autres secteurs, notamment la construction et les services, perdent des candidats à l'entrepreneuriat.



Source : INSEE

Dans le même temps, les défaillances d'entreprises s'accroissent dévoilant une forte vulnérabilité financière de plus en plus insoutenable. Depuis juin 2012, elles tendent à revenir vers les sommets atteints lors de la crise en 2008/2009.



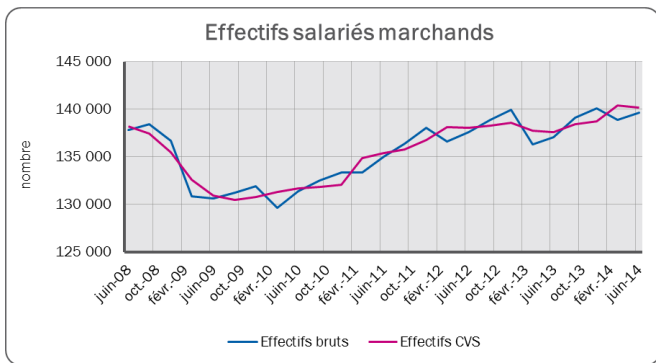
Source : INSEE

## ◆ Préservation de l'emploi marchand

L'enquête réalisée auprès des dirigeants d'entreprises au second trimestre dévoile une large stabilité des opinions relatives aux effectifs salariés. La plupart des secteurs, en dehors des industries de biens de consommation, ont relevé ou maintenu leurs décisions par rapport au trimestre précédent.

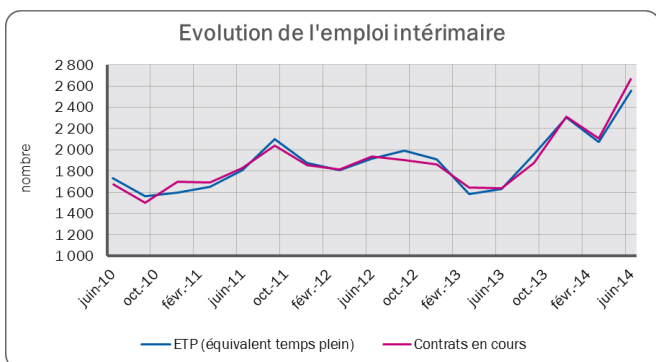
Les anticipations positives pour la prochaine période poussent à l'optimisme des secteurs comme la construction ou le commerce de gros qui attendent une reprise de leur activité.

Confirmant cette appréciation générale des entrepreneurs, les effectifs salariés des secteurs marchands se maintiennent à fin juin. Le début d'année avait déjà bénéficié d'une reprise des embauches sur la plupart des secteurs et plus spécifiquement dans la construction et les services.



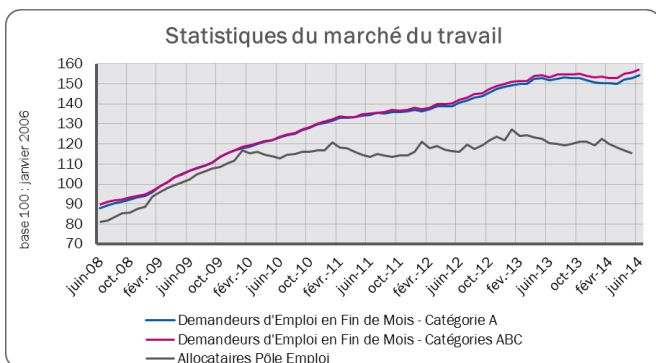
Source : ACOSS

En plus de bénéficier de contrats aidés, la préservation de l'emploi salarié profite également d'un recours plus important au travail intérimaire. Variable d'ajustement des effectifs en cas de recrudescence d'activité temporaire, le nombre de contrats a bondi de 27% en glissement trimestriel et de 63% par rapport au second trimestre 2013.



Source : Dares

Enfin, comme nous l'indiquions en préambule, la croissance économique du trimestre, bien que tangible, n'a pas été suffisante pour détendre les tensions sur le marché de l'emploi. En raison du rythme démographique réunionnais, les créations d'emplois s'avèrent insuffisantes pour absorber l'arrivée des jeunes actifs sur le marché. Le nombre d'individus à la recherche d'un emploi augmente donc mathématiquement.

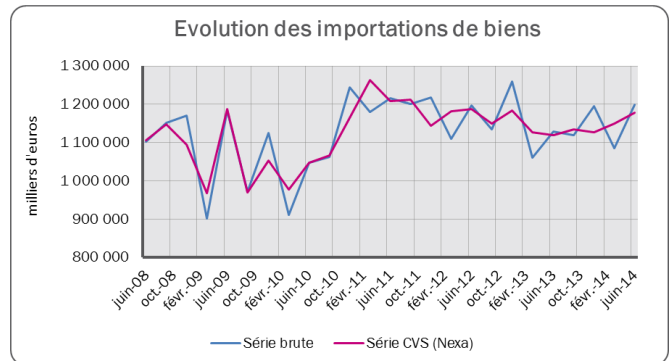


Source : DIECCTE, Pôle Emploi

Par ailleurs, en raison des difficultés à revenir sur le marché du travail, les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 2 ans (ou 3 ans pour les plus de 50 ans) subissent un dégageant d'office vers les minimas sociaux. Les bénéficiaires d'allocations chômage ont donc tendance à diminuer ou à se maintenir tandis que les allocataires de minimas sociaux ne cessent d'augmenter, ajoutant encore au déséquilibre social.

## ◆ L'importation tire le commerce extérieur

Le commerce extérieur de La Réunion a progressé de 9,8% au second trimestre 2014 par rapport aux trois premiers mois, avec un total de 1 275 M€ de biens échangés. Sur le semestre, ce sont 2 435 M€ (+3,3%) qui ont transité entre La Réunion et le reste du monde.

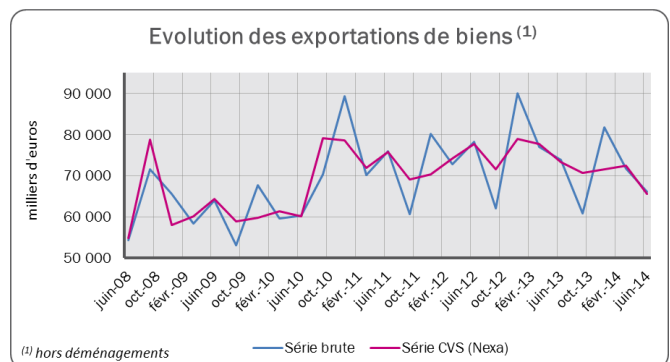


Source : Douanes

Cette amélioration est le fait d'une accélération des importations de marchandises, principalement pour la consommation des ménages. Parmi les biens d'équipements du foyer, les véhicules tiennent la première place en termes de contribution ce trimestre.

Les biens intermédiaires et d'équipement des entreprises soutiennent également cette embellie tandis que structurellement, les hydrocarbures et la houille représentent le tiers des produits importés.

En corollaire, les recettes d'octroi de mer attendues par les collectivités profitent du redressement et gagnent 15% de plus sur le trimestre et 10% en rythme annuel, retrouvant ainsi les niveaux antérieurs à 2013.



(1) hors déménagements

Source : Douanes

Avec des répercussions plus défavorables pour le territoire, les exportations réunionnaises fléchissent ce trimestre, notamment avec la saisonnalité des exportations de sucre, mais surtout en raison d'une diminution des ventes de poissons.

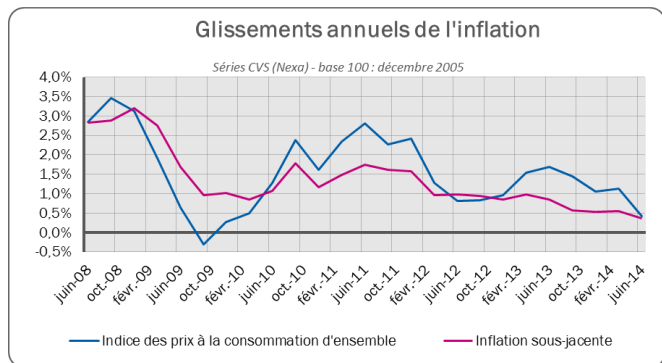
La SAPMER annonce sur son premier semestre 2014 un chiffre d'affaires ayant été affecté par une baisse des prix des ressources halieutiques malgré des volumes de ventes quasi identiques.

## ◆ Ralentissement de l'inflation

Au second trimestre, l'inflation connaît un nouveau ralentissement. En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation, atteint 0,4% (voire 0,2% hors tabac), soit le niveau le plus bas depuis décembre 2009 à La Réunion.

L'inflation sous-jacente (qui élimine les évolutions instables des composantes produits alimentaires frais, tabac et énergie) est légèrement plus faible et enfonce encore son plancher vers un palier jamais atteint localement, même lors de la récente période de crise.

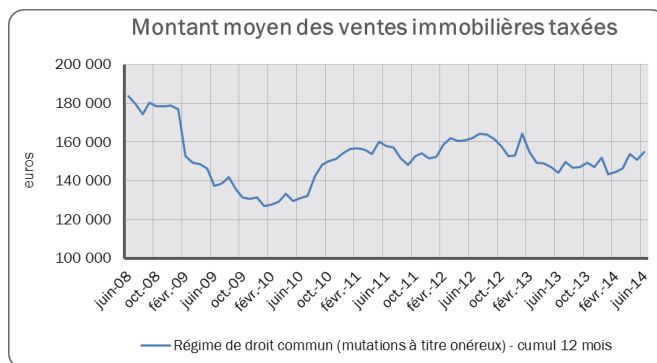
Alors que les risques déflationnistes apparaissent et inquiètent en Europe ou en France métropolitaine, la faible inflation à La Réunion interpelle, et illustre un certain manque de dynamisme de l'économie locale.



Source : INSEE – calculs Nexa

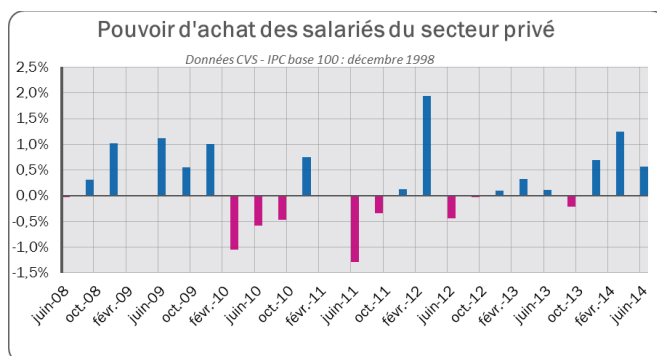
Sur le **marché immobilier**, les prix à l'**accession** se relèvent légèrement sur la période. Une demande persistante des ménages en attente d'un logement, semble avoir fait pression sur les tarifs.

A contrario, les loyers privés se détendent. Confrontés à une moindre solvabilité de locataires qui peuvent bénéficier de programmes sociaux récemment livrés, les propriétaires doivent abaisser leurs prétentions.



Source : CGEDD/MEDOC

Mesuré en confrontant l'augmentation du salaire moyen par tête dans le secteur privé et l'évolution générale des prix, le **pouvoir d'achat** des salariés réunionnais ralentit mais reste encore en territoire positif sur la période. Ce calcul rapide ne tient pas compte des impôts et taxes, qui risquent de peser sur la consommation à partir du troisième trimestre.



Source : ACOSS, INSEE – calculs Nexa

## La perception sectorielle et empirique

(\*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

Notre enquête de conjoncture auprès des dirigeants réunionnais révèle une reprise du dynamisme de l'activité au second trimestre 2014, soutenue par une période riche en événements festifs et culturels : Pâques, les fêtes des mères et des pères, le salon de la maison, les festivals de musique tels que le Sakifo, les Electropicales, etc. Le carnet de commandes des entreprises est mieux orienté par rapport à l'année précédente, incitant ces dernières à puiser dans leur stock de produits finis afin de répondre à la demande du marché. Néanmoins, les indicateurs de marge et de rentabilité des acteurs stagnent à leur niveau de 2013 malgré une légère progression depuis le début de l'année.

A court-terme, les acteurs ont davantage confiance en l'économie réunionnaise et anticipent un troisième trimestre plutôt prometteur en termes d'activité : rebond de la demande du marché et du chiffre d'affaires, favorisé par une baisse des prix de vente, retour de l'investissement et création d'emplois.

### ◆ Divergences des secteurs industriels

Le second trimestre est assez mitigé pour les **industriels de biens de consommation**. Tandis que le chiffre d'affaires s'améliore par rapport au trimestre précédent, l'activité reste encore trop faible pour

espérer un retour de l'emploi dans le secteur. En effet, l'effectif salarié chute sur la période, les industriels préférant consacrer plus de moyens à la formation de leurs salariés.

Les prévisions des acteurs sont particulièrement optimistes pour le troisième trimestre, ces derniers ayant une meilleure perception de l'économie locale et anticipant un rebond des investissements de la filière.

Pour les **autres industriels**, les résultats du deuxième trimestre sont plus décevants par rapport aux prévisions, cela malgré un chiffre d'affaires en hausse : les entreprises ont moins recours à l'investissement et leurs capacités de production sont nettement sous-utilisées par rapport à 2013. Le secteur n'envisage pas de reprise significative dans les prochains mois, devenant même plus méfiant envers la situation économique générale par rapport au trimestre précédent.

### ◆ Les transports

Les indicateurs d'activité (chiffre d'affaires, demande du marché et niveau d'utilisation des capacités de production) des **transporteurs de passagers** progressent légèrement ce trimestre mais restent inférieurs aux estimations prévues.



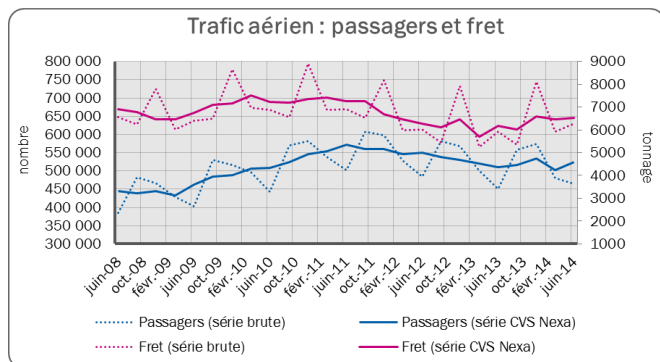
Les perspectives sont nettement plus encourageantes pour le troisième trimestre, les décideurs espèrent une baisse des prix du secteur profitant ainsi à l'accroissement de la demande du marché. Le chiffre d'affaires devrait repartir à la hausse permettant aux chefs d'entreprises de renouveler et/ou d'accroître leur capital.

Dans le **transport de marchandises**, on note une remontée sensible de la demande du marché et du chiffre d'affaires par rapport à la période précédente. L'effectif salarié progresse faiblement, tandis que les entreprises consacrent moins de temps à la formation de leurs employés.

Les hypothèses pour les prochains mois sont assez défaitistes : la chute des prix de vente ne suffit pas à relancer les commandes, aggravant ainsi les indicateurs de marge et de rentabilité du secteur.

Avec 464 520 passagers transportés au cours du second trimestre, le **trafic aérien** décline de façon saisonnière. Toutefois après correction, il ressort en progression de 4,7% par rapport au trimestre précédent et de 2,9% en glissement annuel. En cumul sur 12 mois, le nombre de passagers diminue de 1% par rapport à la période précédente.

A noter la reprise des vols directs de la compagnie régionale Air Austral vers les Seychelles en fin de trimestre, après une année de suspension. La compagnie a également mis en place le « Pass Iles Vanille », permettant l'organisation de séjours combinés entre La Réunion, Maurice, les Seychelles, Madagascar, les Comores ou encore Mayotte.



Source : Aéroports Pierreferonds et Roland Garros

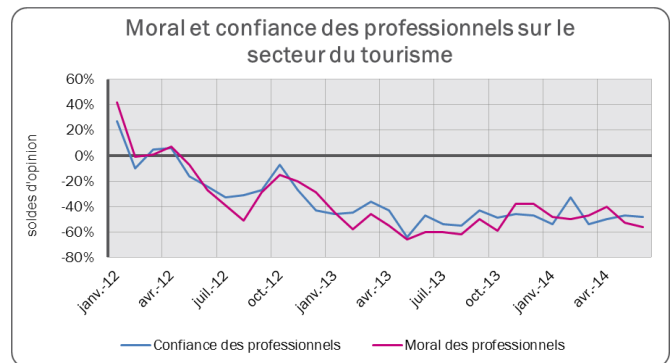
Dans le même temps, l'**activité fret** progresse timidement sur le trimestre mais le tonnage évolue de plus de 6% en rythme annuel.

### Le tourisme toujours à la peine

Les sombres prévisions des professionnels de l'**hôtellerie** et de la **restauration** au premier trimestre s'avèrent malheureusement fondées, l'activité n'arrive pas à se relever accusant une perte de leurs effectifs salariés par rapport à 2013 et une sous-utilisation de leurs capacités disponibles par rapport à la période précédente.

Malgré la période de grandes vacances scolaires, les acteurs restent inquiets pour le prochain trimestre, redoutant un déclin de l'activité et un recul de leurs investissements.

Confirmant cette observation, les professionnels interrogés par « Ile de la Réunion Tourisme » conservent un pessimisme quant à la situation économique de leur activité par rapport au trimestre précédent. Cependant, en comparant avec la position de l'année précédente, la confiance s'améliore légèrement.

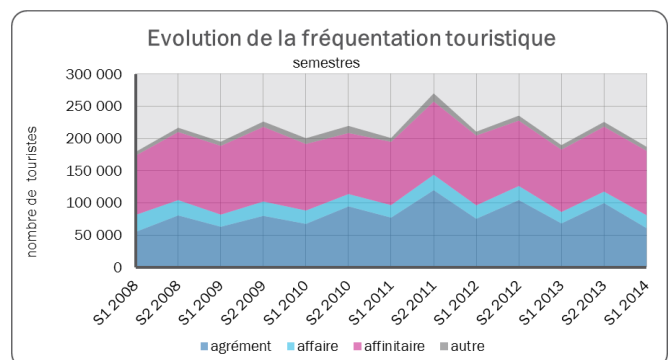


Source : IRT - Observatoire régional du tourisme

La dégradation du secteur semble avoir été malgré tout « contenue ». Selon les dernières estimations de l'INSEE, 187 400 touristes extérieurs ont été accueillis à La Réunion au premier semestre 2014, soit 1% de moins qu'au premier semestre 2013. Néanmoins, si leur durée moyenne de séjour progresse, leurs dépenses freinent de -4%, à 135,2 M€.

Les conséquences de ce ralentissement sur la fréquentation hôtelière touchent essentiellement les catégories d'entrée de gamme (-19%) et la région Sud (-10%). Les établissements de 4 ou 5 étoiles s'en tirent mieux avec une progression de 2%.

Au total, l'hôtellerie classée accuse une chute de 7% avec 169 400 nuitées enregistrées. La fermeture de certains établissements en cette basse saison a toutefois permis d'améliorer le taux d'occupation à 59,2%.



Source : INSEE - enquête de fréquentation touristique

Complétant le panorama, la fréquentation des Offices de Tourisme se modère de façon saisonnière sur ce deuxième trimestre avec une baisse plus marquée pour la région Ouest. Toutefois, avec 60 000 visiteurs accueillis, ce chiffre progresse de 1,5% par rapport au second trimestre 2013.

Après un festival de musique internationale en mai, le trimestre a par ailleurs été marqué par plusieurs événements naturels favorables à l'écho médiatique et à l'attractivité touristique : éruption volcanique de La Fournaise fin juin et démarrage de la période d'observation des baleines.

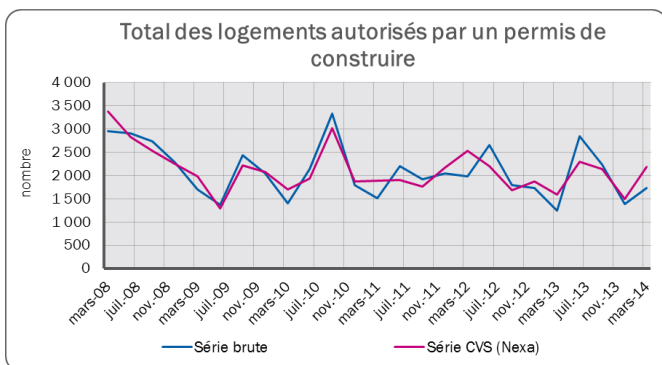
## Le BTP stimulé par les grands chantiers

Le secteur du **Bâtiment et des Travaux Publics** se relève peu à peu de sa crise et voit son carnet de commandes s'étoffer au second trimestre par rapport à l'année précédente, permettant aux entreprises de mettre à profit leurs capacités de production. Parallèlement, les constructeurs s'engagent à former davantage leurs employés tandis que l'investissement est mieux orienté qu'en 2013, annonçant des perspectives encourageantes à court-terme.

En effet, les dirigeants font preuve d'un élan d'optimisme au prochain trimestre anticipant un sursaut de la demande du marché relevant considérablement leur chiffre d'affaires. Les salariés devraient également bénéficier de cette reprise, les entrepreneurs prévoyant de renforcer leurs effectifs et de consacrer plus de temps à la formation de leur personnel. Seul point négatif, les prix de vente du secteur pourraient repartir à la hausse dans les prochains mois.

La **commande publique** demeure le pilier de la construction à La Réunion. Au second trimestre, l'activité est portée par les grands projets structurants. Port, aéroports, endiguement et travaux d'irrigation alimentent les entreprises de génie civil alors que la « Nouvelle Route du Littoral » est entrée dans une phase préparatoire.

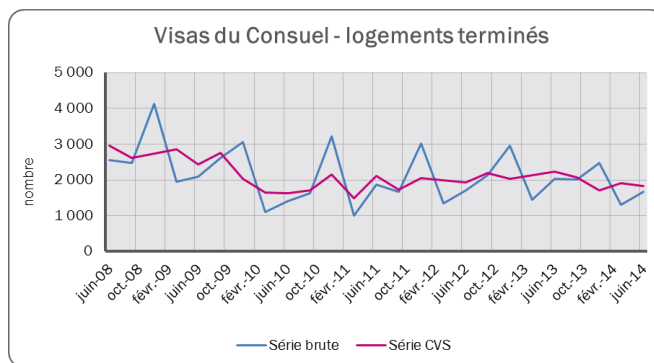
La période post-électorale préoccupe cependant les professionnels. Alors qu'ils gardent en mémoire le spectre des annulations de projets par le passé, ils ont déjà constaté un ralentissement des consultations lancées, -5% au cours du trimestre (-38% en glissement annuel), faisant craindre pour les commandes de plus long terme.



Source : DEAL/Sitadel2

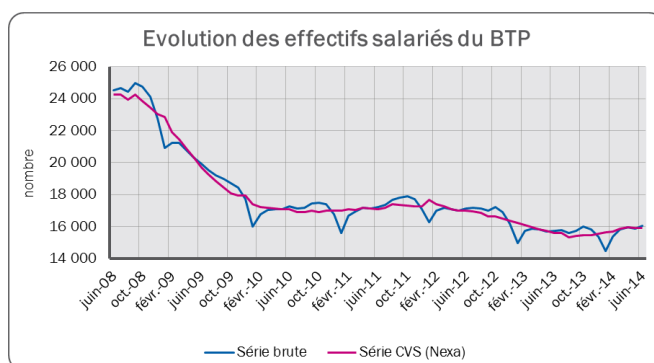
La construction de **logements neufs** repose essentiellement sur les programmes de logements aidés. Au second trimestre, 7 387 logements sociaux étaient en cours de chantier et les démarrages progressaient encore de 747 logements (60% de plus que le trimestre précédent).

Le logement libre, reste en berne depuis la crise de 2009 et la désertion de la défiscalisation. Les promoteurs attendent l'application de la nouvelle loi Spinel : afin de relancer le secteur, le texte prévoit l'instauration d'un nouveau plafond de défiscalisation dans le logement intermédiaire outremer, qui doit passer de 10 000 à 18 000 €.



Source : Consuel

Sur le plan social, la fébrilité de l'activité n'est pas encore marquée. A fin juin, les effectifs salariés atteignaient à peine 16 020 devançant juste de 1,7% le niveau atteint en juin 2013.



Source : CCP BTP

## Des commerçants

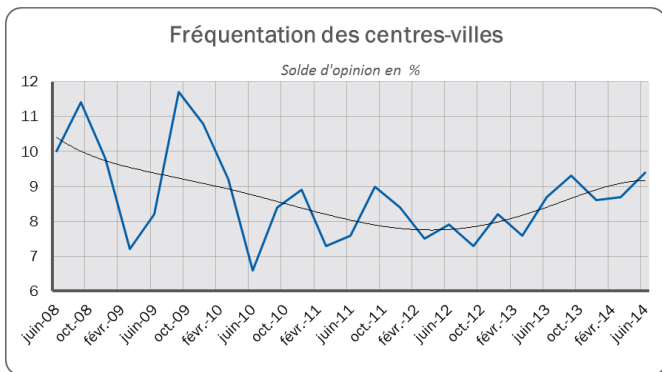
L'activité du **commerce de gros** progresse au deuxième trimestre par rapport à l'année précédente et favorise la croissance de la marge des entreprises. Celles-ci ont une meilleure perception de l'économie réunionnaise et consacrent plus de temps à la formation de leurs salariés.

La période à venir (vacances scolaires, rentrée des classes, soldes) semble ravir les dirigeants qui anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires et de leur rentabilité conjuguée à une meilleure utilisation de leurs capacités de production.

Pour le **commerce de détail**, la période festive du second trimestre n'a pas suffi à sortir le secteur de la crise, plusieurs indicateurs fléchissent par rapport l'année dernière. La sous-utilisation des capacités de production des entreprises contribue à l'effondrement du niveau de rentabilité et d'investissement des entreprises, qui dans le même temps, réduisent le temps consacré à la formation de leurs employés. Le climat morose de ce trimestre incite les commerçants à limiter le recours au crédit bancaire et aux sources de financement.

Néanmoins, les acteurs sont un peu plus confiants pour les mois à venir, ils espèrent une sensible remontée de leur activité stabilisant leurs indicateurs de marge et de rentabilité.

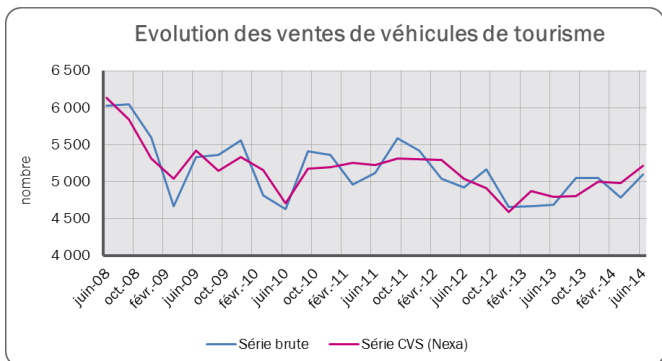
Dans la lignée d'une reprise de la consommation, les différents indicateurs s'inscrivent en hausse au deuxième trimestre.



Source : IPSOS

A la faveur des différentes festivités à caractère commercial du trimestre, les **centres villes** regagnent en fréquentation. De même, l'évolution des ventes de produits de grande consommation (indice PanelDom calculé par IPSOS) prend 1,6 point par rapport au second trimestre 2013. Face à la concurrence, Casino présente toutefois un chiffre d'affaires en recul de 1,5% en glissement annuel, à 206,6 M€.

Reflétant ce mouvement général consumériste et confirmant les importations des concessionnaires, les **ventes de véhicules** de tourisme continuent leur progression. Les ménages profitent de tarifs attractifs afin de renouveler leur moyen de transport préféré.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

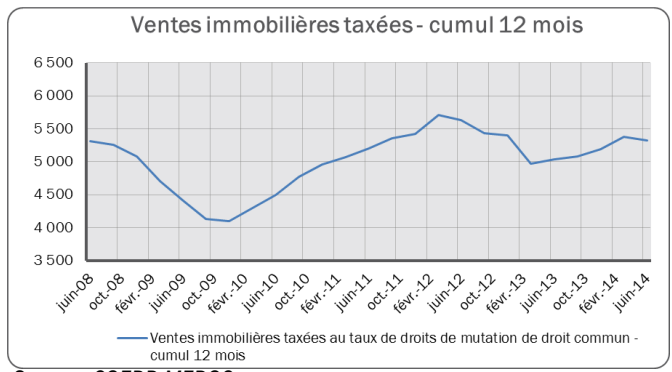
### Les services marchands

Les **autres services marchands** ont davantage confiance en l'économie réunionnaise ce trimestre par rapport à l'année précédente. Soutenu par une amélioration de la demande du marché, leur niveau d'activité renoue avec la croissance alors qu'il était en déclin en 2013.

Les acteurs font l'hypothèse d'une augmentation de leur carnet de commandes au troisième trimestre portant ainsi leur chiffre d'affaires à la hausse. Néanmoins, ils se montrent plus frileux à recourir au crédit bancaire et aux autres sources de financement.

Dans l'**immobilier**, avec 5 321 ventes sur douze mois cumulés, le nombre de transactions se stabilisent par rapport au trimestre précédent. Le niveau reste élevé depuis 2013, où l'on comptait 4 974 ventes.

Illustrant la morosité immobilière, l'activité promotion de bâtis par CBo Territoria, acteur majeur du secteur dans l'île, recule de 54% au second trimestre. A 13,7 M€ sur le semestre, le chiffre d'affaires est affecté sur tous les segments de marché : privé, social et entreprises.



Source : CGEDD-MEDOC

Les **services bancaires** affichent une note contrastée selon l'IEDOM. L'institut note une reprise de l'activité de distribution de crédits (+1,7% à 19 Mds€) accompagnée d'un recul des ressources collectées (-0,3% à 12 Mds€).

Dans ce contexte, la Banque de La Réunion qui publie ses comptes semestriels affiche une meilleure résistance, avec une augmentation de 5% de son produit net bancaire et de 16% pour son résultat net comptable, soit respectivement : 48,5 M€ et 14,3 M€.

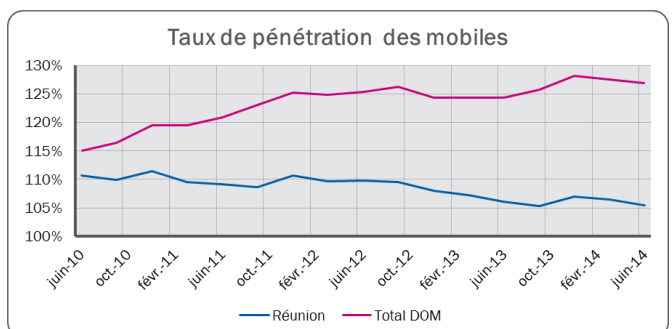
Le **secteur publicitaire** accuse un nouveau repli au premier semestre 2014, de 13% par rapport au premier semestre 2013, à 35,34 M€. Selon l'institut Pigé!, seul le média radio se maintient (+3%) tandis que la télévision recule de 11% et la presse et l'affichage abandonnent respectivement 21% et 17%.

### Les TIC

En dépit d'une meilleure utilisation de ses capacités de production, la **filière TIC** affiche une légère baisse d'activité au second trimestre 2014. Ainsi, les acteurs deviennent plus réticents à former leurs salariés et recruter du personnel.

A court terme, les professionnels des TIC craignent une baisse du prix de vente du secteur et par conséquent, de leurs indicateurs de marge et de rentabilité par rapport à 2013. Par ailleurs, l'investissement devrait également subir les conséquences de l'essoufflement du marché.

La **téléphonie mobile** continue son mouvement de concentration. Après le rachat des entités Only et Izi, SFR passe également sous la coupe de Numericable (groupe Altice), laissant deux acteurs sur le marché local. Le taux de pénétration des abonnements mobiles poursuit son repli au second trimestre alors qu'a contrario, l'équipement en **internet à domicile** maintient une tendance croissante.



Source : ARCEP



# Les événements marquants récents

## Avril

### ◆ Politique

Après la constitution d'un nouveau gouvernement, le premier ministre Manuel VALLS a désigné une nouvelle **ministre des Outre-mer** français, en la personne de Mme **George PAU-LANGEVIN**, avocate de profession. Elle occupait auparavant le poste de ministre déléguée auprès du ministre de l'Éducation nationale, chargée de la Réussite éducative, dans le précédent gouvernement de Jean-Marc AYRAULT. Elle succède ainsi à Victorin LUREL.

### ◆ Entreprises

Après plusieurs mois d'incertitudes, mais annoncé dès la fin 2013, la SIB (**Société Industrielle de Bourbon**), filiale du groupe américain Colgate/Palmolive, arrête son activité après 36 ans d'ancienneté et laissant 32 salariés à la porte.

Le **rapprochement des groupes Lafarge et Holcim** en vue de faire un géant mondial du ciment impacte également le territoire. La nouvelle situation de monopole générée dans l'île par cette fusion devra obligatoirement faire l'objet d'une cession d'activité.

### ◆ Coopération régionale

Le président de la CCI Réunion, M. PATEL, a accueilli une **délégation ministérielle des Comores** avec le ministre de la production, de l'environnement, de l'énergie, de l'industrie et de l'artisanat, le secrétaire d'État délégué à l'agriculture et à la pêche, et le président de la fédération nationale des agriculteurs. Cette visite visait à améliorer la coopération entre La Réunion et les Comores, qui accueilleront le 10ème Forum économique des îles en octobre.

### ◆ Événementiels

La **semaine du développement durable** a été particulièrement suivie à La Réunion, où 92 projets ont été présentés cette année sur le thème "consommer autrement". Notre île se situe ainsi à la première place des régions françaises pour le nombre de projets par habitant (1 pour 9 000).

La quatrième édition de la **semaine de l'industrie** a été l'occasion de renforcer l'attractivité de ce secteur phare de l'île, auprès des jeunes et des demandeurs d'emploi. L'ADIR (Association pour le développement de l'industrie à La Réunion) a mobilisé ses adhérents pour la manifestation par les opérations « portes ouvertes » dans différents sites industriels.

## Mai

### ◆ Tourisme

En visite sur notre île, la ministre des Outre-mer, George Paul-Langevin, a annoncé un projet de décret afin de dispenser de **visas touristiques** les ressortissants indiens et chinois dont le séjour à La Réunion, d'une durée inférieure à 15 jours, est organisé par une agence de voyage agréée.

### ◆ Recherche & Innovation

Au Village Corail de Saint-Gilles-les-Bains, les **7èmes Doctoriales** de l'Université de La Réunion ont permis d'aborder les thèmes de l'innovation et la recherche scientifique face aux enjeux sociétaux. Les jeunes chercheurs ont confronté leurs projets aux acteurs socio-économiques de l'île. Quatre projets ont été primés : *Miléla*, *Fruity'Shoes*, *DémoCraft'y* et *Mind Up*.

## Juin

### ◆ Climat - énergie

La première **Conférence Internationale Climat-Energie** a été organisée à La Réunion sur la thématique « les îles et le changement climatique : opportunité, résilience, adaptation ». Aux côtés de Nicolas Hulot, envoyé spécial pour la protection de la planète, différentes personnalités internationales (issues du Climate Group, R20 « regions of climate action », ONU, IRENA...) étaient chargées d'élaborer une « déclaration des îles sur le changement climatique », à présenter lors de la 21ème conférence des Parties - COP21 - Paris climat 2015.

### ◆ Artisanat

Le premier **salon régional du BTP** a été lancé à la Halle des manifestations au Port. Organisé par la CCI Réunion, l'évènement a permis de valoriser l'expertise et les savoir-faire des professionnels du BTP en les regroupant sur 10.000 m2 d'exposition et de démonstration sur quatre jours, dans la perspective des grands chantiers.

### ◆ Coopération régionale

L'Etat, la Région, la COI (Commission de l'océan Indien) et le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) ont signé une convention-cadre de coopération en vue de la création d'une **plateforme régionale de recherches agronomiques pour le développement** (PRERAD). Basée à La Réunion, elle devra répondre aux grandes problématiques régionales dans le domaine de l'agronomie, de l'agro-alimentaire et la biodiversité.

La Région Réunion, le Club Export, Ubifrance et Nexa ont mené une première mission stratégique de **prospection collective au Mozambique**. Avec l'objectif d'évaluer les pistes d'investissement et de développement, cette mission s'est inscrite dans une logique de découverte de l'environnement des affaires mozambicain, des partenaires potentiels et des opportunités de marchés.

### ◆ Entreprises

Un nouveau **Commissaire à la vie des entreprises et au développement productif**, Vincent Launay, a été nommé pour La Réunion. Il traitera notamment le cas des dettes sociales et fiscales dues par les entreprises. Son rôle sera de leur permettre de rétablir les conditions économiques indispensables et nécessaires à la reprise et à la pérennité de leur activité.



# L'enquête auprès des dirigeant(e)s d'entreprises réunionnaises

## Methodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du **15 juillet au 1er août 2014** par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2011) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 2T 2014	CAPACITE DE PRODUCTION	CHIFFRE D'AFFAIRES	DEMANDE DU MARCHÉ	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
<b>VS TRIMESTRE NORMAL</b>											
Industrie Biens de conso.	-5%	13%	-10%	0%	12%	11%	-19%	-16%	-9%	-18%	-42%
Industrie Autres	3%	-26%	-29%	-14%	4%	-2%	-48%	-29%	4%	-10%	-55%
Commerce de détail	-15%	-30%	-41%	-14%	-28%	-34%	-27%	-11%	-29%	-34%	-69%
Commerce de gros	5%	14%	-8%	2%	0%	16%	-33%	-11%	7%	21%	-25%
Construction	16%	-15%	-4%	-21%	-9%	-9%	-35%	-11%	-14%	-11%	-19%
Transports marchandises	-4%	-22%	-12%	-17%	2%	1%	-39%	-28%	-4%	-1%	-32%
Transports passagers	3%	-12%	-13%	4%	8%	7%	-14%	-8%	-8%	-2%	-23%
TIC	0%	-9%	-17%	-3%	-12%	-11%	-14%	-22%	-14%	-17%	-29%
Hôtels et restaurants	-20%	-46%	-52%	1%	-8%	-11%	-48%	-18%	-9%	-26%	-43%
Autres services marchands	-16%	-21%	-32%	0%	-6%	0%	-22%	-11%	-22%	0%	-56%
TOTAL	-6%	-17%	-26%	-7%	-7%	-6%	-29%	-14%	-14%	-9%	-44%
<b>VS TRIMESTRE précédent</b>											
Industrie Biens de conso.	-10%	3%	-10%	-22%	11%	8%	-25%	-26%	-25%	-14%	-38%
Industrie Autres	-18%	5%	-19%	1%	-8%	-9%	-39%	-18%	-8%	-11%	-40%
Commerce de détail	-16%	-13%	-25%	-11%	-23%	-23%	-34%	-9%	-33%	-26%	-35%
Commerce de gros	5%	6%	-7%	1%	0%	-11%	-32%	-28%	-10%	-10%	-19%
Construction	0%	8%	3%	-11%	2%	-6%	-24%	-11%	-15%	-12%	-18%
Transports marchandises	-4%	-3%	-11%	-5%	-12%	1%	-31%	-25%	-9%	-6%	-29%
Transports passagers	10%	3%	4%	5%	4%	-1%	-26%	8%	-17%	-5%	-28%
TIC	12%	-6%	-8%	-14%	-22%	-3%	-14%	-20%	-2%	-11%	-26%
Hôtels et restaurants	-29%	-28%	-43%	-5%	-5%	-11%	-34%	-5%	-24%	-20%	-51%
Autres services marchands	-15%	5%	-11%	-11%	-6%	-4%	-22%	-6%	-6%	-11%	-44%
TOTAL	-10%	-1%	-13%	-9%	-7%	-9%	-28%	-12%	-15%	-14%	-33%
<b>VS TRIMESTRE Prochain</b>											
Industrie Biens de conso.	20%	26%	0%	5%	7%	36%	4%	8%	0%	29%	5%
Industrie Autres	20%	19%	8%	-3%	-11%	-5%	-9%	-4%	-16%	17%	-17%
Commerce de détail	-9%	5%	4%	-5%	-18%	-15%	0%	-11%	-18%	-15%	-23%
Commerce de gros	16%	29%	16%	1%	-3%	16%	5%	-1%	-6%	17%	3%
Construction	10%	36%	24%	13%	12%	-2%	1%	6%	-9%	-16%	32%
Transports marchandises	0%	10%	8%	-7%	7%	1%	-17%	-20%	-3%	-12%	-11%
Transports passagers	5%	33%	27%	4%	13%	32%	-4%	-2%	-6%	2%	40%
TIC	3%	14%	5%	5%	9%	-6%	-9%	-11%	0%	9%	-8%
Hôtels et restaurants	-21%	-20%	-26%	-10%	2%	-11%	-29%	-11%	-10%	-24%	-38%
Autres services marchands	11%	22%	22%	1%	-9%	5%	-10%	-5%	-6%	-11%	5%
TOTAL	6%	19%	12%	1%	-4%	2%	-5%	-4%	-10%	-4%	0%

## Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (foncés) et les points bas (clairs).

**-42 %** : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au second trimestre 2014 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce milieu d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

# Les perspectives à court et moyen terme

## ◆ L'influence internationale et européenne

Au regard des statistiques non conformes avec les estimations, les prévisionnistes économiques n'ont cessé de dégrader leurs scénarios. Désormais la croissance mondiale en 2014 ne sera plus que de 3%, alors qu'elle aurait dû se situer à 3,4% (prévisions du T1) voire à 3,7% (prévisions du T4 2013).

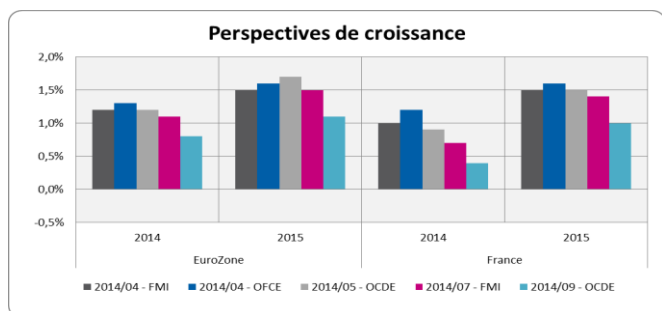
Les Etats-Unis ayant enregistré un fort rebond au second trimestre maintiendront une dynamique identique à celle de l'année précédente. La première puissance mondiale s'appuie sur des exportations en nette hausse et sur de forts investissements privés.

La solidité de cette reprise pose question compte tenu des facteurs de risque qui pèsent sur les autres économies : ralentissement en Chine, rechute au Japon, crise en Ukraine, pendant que l'Europe reste engluée de par sa politique de rigueur prônée.

En Chine, si les exportations battent des records, le secteur immobilier doit faire face à un dégonflement accéléré de la bulle immobilière laissant apparaître des vulnérabilités dans la santé économique du pays.

Le Japon présente déjà des signes d'essoufflements malgré les mesures volontaristes de relance de la demande, preuve des difficultés d'un pays à sortir de la déflation. Le PIB s'est contracté au deuxième trimestre en raison d'un effondrement de la consommation consécutive au relèvement de la TVA en avril.

En Europe, les politiques publiques menées ont fini par annihiler la croissance de la plupart des pays de la zone euro. L'impact sur l'économie allemande ne s'est pas fait attendre, puisque l'objectif de croissance a été rabaisé.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE, OFCE

Rappelons que la zone euro, dirigée par 18 gouvernements, est encadrée par le Traité de Maastricht et le Pacte de Stabilité (déficit public de 3% et dette publique de 60% du PIB).

Dans ce contexte les Etats sont contraints de mettre en place des politiques d'ajustement structurel déflationnistes. La politique monétaire ressort du seul pouvoir de la Banque Centrale Européenne (BCE).

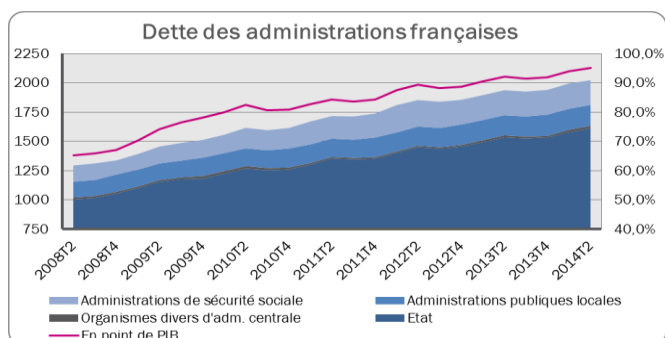
Face au risque de déflation persistant, et après une première salve de mesures exceptionnelles en juin, la BCE a une nouvelle fois engagé une action forte de baisse des taux.

- Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est abaissé de 10 points de base, à 0,05 % ;
- Le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal est réduit de 10 points de base, à 0,30 % ;
- Le taux d'intérêt de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,20 %.

Devant le conservatisme et l'inefficacité des politiques européennes, l'euro-scepticisme gagne du terrain. Le référendum écossais a sonné comme un signal d'alarme sur l'unité européenne. Si le « non » l'a finalement emporté, les divisions sont apparues et ont surtout réveillé les velléités d'autonomie des régions « riches » et les poussées nationalistes des différents pays. Il en va ainsi de La Catalogne qui se rêve en Etat indépendant, libéré du pouvoir central espagnol.

## ◆ Le poids de la dette française

En France, l'INSEE a publié deux trimestres consécutifs de stabilité du PIB, c'est-à-dire un taux de croissance nul, poussant le gouvernement à réviser sa prévision à 0,4% de croissance pour 2014 puis 1% en 2015.



Source : INSEE

Ajouté à la faiblesse de l'inflation, ce résultat vient contrarier les tentatives de réduction du déficit public, dont l'objectif a été remis à 2017, et de résorption de la dette française. Fin juin, celle-ci a donc dépassé le seuil psychologique des 2 000 Mds €, à 95,1% du PIB, démontrant l'inefficacité des politiques menées.

Dans le plan de 50 Mds € d'économies annoncé pour l'horizon 2017, le gouvernement a d'ores et déjà programmé 21 Mds € pour 2015, répartis entre l'Etat, les collectivités et la Sécurité Sociale.

Par ailleurs, faute d'une dévaluation monétaire, les pouvoirs publics renforcent une politique de l'offre censée faire regagner les entreprises en compétitivité dans la concurrence internationale.

A La Réunion et plus largement dans les DOM, toute décision budgétaire du gouvernement aurait immédiatement des répercussions dans les milieux économiques et sociaux. L'annonce d'une hausse du CICE outremer de 6 à 9% voire 12% pour certains secteurs ne suffirait pas alors à compenser la baisse des dépenses publiques. La France et l'Europe ne suffisent plus, oser l'international devient la panacée.

# L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

En 2014, les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

## Publications déjà disponibles :

### ◆ **Tourisme adapté - synthèse**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse aux personnes en situation de handicap, aux personnes souffrant d'une pathologie et aux personnes à la recherche de bien-être. Dans le cadre de son élaboration, des ateliers participatifs ont réuni les acteurs des filières sur les thèmes du handicap, de la santé et du bien-être. Après une première phase de diagnostic, la seconde phase de l'étude « stratégie » a été restituée et partagée avec les différents représentants institutionnels et privés.

### ◆ **Agriculture biologique**

Cette filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, s'adresse à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de cette étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la filière à conforter. Les acteurs considérés sont les acteurs clés de l'ensemble des sphères agricoles (biologiques ou conventionnelles) permettant d'aborder la problématique dans sa totalité.

### ◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Dressant un tableau complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offre un bilan en 2012 de la production ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

### ◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à la Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa propose un panorama complet des différentes industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

### ◆ **Les notes de conjoncture trimestrielles**

L'Observatoire Régional de l'Economie publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

**Pour en savoir plus : [www.nexa.re/observer-la-reunion](http://www.nexa.re/observer-la-reunion)**

**Nouveauté** : les indicateurs conjoncturels et le baromètre des dirigeants sont accessibles en ligne.

# NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

## VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information  
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables  
Environnement



Tourisme

## DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT  
D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

### CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex  
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

[observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

[www.nexa.re](http://www.nexa.re)

